

Cet article a été publié sur le site [WikiTerritorial](#) du CNFPT

Le 13 mars 2013, le Conseil des ministres a adopté quatre projets de lois tendant à réformer la Constitution.

[Le projet de loi constitutionnelle portant réforme du Conseil supérieur de la magistrature](#) vise à renforcer l'indépendance et l'autorité du CSM. Ainsi, pourra-t-il se saisir d'office de questions relatives à l'indépendance de l'autorité judiciaire et à la déontologie des magistrats. De plus, il émettra désormais un avis conforme sur la nomination des membres du parquet, et sera compétent à leur égard en matière disciplinaire, à l'instar des magistrats du siège.

[Le projet de loi constitutionnelle relatif à la démocratie sociale](#) prévoit l'obligation d'engager une concertation avec les partenaires sociaux, préalable à toute réforme en matière de relations du travail, d'emploi et de formation professionnelle.

[Le projet de loi constitutionnelle relatif à la responsabilité juridictionnelle du président de la République et des membres du Gouvernement](#) met fin à l'immunité dont bénéficie le président de la République en matière civile. Quant aux ministres, le texte supprime la Cour de justice de la République, ils seront désormais jugés par les juridictions pénales de droit commun.

[Le projet de loi constitutionnelle relatif aux incompatibilités applicables à l'exercice de fonctions gouvernementales et à la composition du Conseil constitutionnel](#) supprime la règle selon laquelle les anciens présidents de la République sont membres de droit et à vie, du Conseil constitutionnel. De plus, les ministres ne pourront exercer simultanément de fonctions exécutives au sein des collectivités territoriales, et de leurs établissements publics de coopération.

La procédure de révision de la Constitution est donc engagée. Même s'il y a peu de chances que tous ces textes soient définitivement adoptés, force est de constater que le nombre de révisions devient important : vingt quatre à ce jour, ce qui fait en moyenne, pratiquement une révision tout les deux ans ! Dans ces conditions, on n'ose imaginer le succès des quatre réformes ce qui porterait le nombre de révisions à vingt huit sans compter d'autres qui sont annoncées ou du moins espérées.

Cela peut sembler beaucoup, et comme François Luchaire on peut légitimement se demander « *comment croire au caractère sacré d'une Constitution si on la modifie tous les six mois petit bout par petit bout* »ⁱ. A l'inverse, il faut rappeler la belle formule de Condorcet reprise par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 24 juin 1793 selon laquelle « *Un peuple a toujours le droit de revoir, de réformer et de changer sa Constitution. Une génération ne peut assujettir à ses lois les générations futures* »ⁱⁱ.

En réalité, ce qui serait grave ce serait de porter atteinte à l'autorité de la Constitution, or la procédure de révision de la Constitution de 1958 garantit sa rigidité (1) et, là où les choses peuvent paraître paradoxales, cette rigidité n'a pas empêché l'amélioration à de nombreuses reprises de la Constitution (2).

1. UNE PROCEDURE DE RÉVISION QUI GARANTIT LA RIGIDITE DE LA CONSTITUTION

La rigidité de la Constitution présente un enjeu particulièrement important et se traduit par une procédure adaptée.

1.1. Un enjeu d'importance

1.1.1. Qu'est ce qu'une Constitution rigide ?

La doctrine constitutionnelle distingue traditionnellement les Constitutions souples et les Constitutions rigides. On dit qu'une Constitution est rigide quand elle ne peut être révisée que par le biais d'une procédure plus

LA REVISION DE LA CONSTITUTION, MODE D'EMPLOI ET BILAN

difficile à mettre en œuvre ou plus solennelle que la procédure législative ordinaire et qui n'est pas monopolisée par un seul organe : le Parlement.

A contrario, une Constitution souple peut être révisée par les mêmes organes et selon les mêmes procédures servant à l'adoption des lois ordinaires.

En France, sous les Troisième et Quatrième Républiques, les Constitutions étaient souples. Ainsi, l'article 8 de la [Loi constitutionnelle du 25 février 1875](#) prévoyait-il que chaque chambre pouvait prendre l'initiative à condition qu'elle adopte une résolution demandant la révision, à la majorité absolue des voix et que cette même résolution soit adoptée également par l'autre chambre à la même majorité. Il revenait ensuite à l'Assemblée nationale (réunion de tous les députés et de tous les sénateurs) d'adopter définitivement la révision, à la majorité absolue des membres la composant.

Une telle procédure était quelque peu différente de la procédure législative ordinaire (deux étapes et majorité absolue), mais en réalité et c'était là l'important, les deux chambres maîtrisaient à elles seules la procédure constitutionnelle du début à la fin. Le Président de la République ne pouvait qu'éventuellement, proposer une résolution aux chambres.

Sous la Quatrième République, [l'article 90 de la Constitution du 27 octobre 1946](#) prévoyait une procédure de révision assez semblable. L'initiative appartenait exclusivement aux deux assemblées à travers le vote d'une résolution à la majorité absolue de leurs membres.

Venait alors le stade de l'adoption qui se traduisait par l'élaboration d'un projet de loi par les députés. Ce projet était alors adopté par le Parlement dans les mêmes conditions qu'une loi ordinaire.

Enfin, venait le temps de l'adoption définitive réalisée soit par la seule Assemblée nationale à la majorité des 2/3 ou par les deux chambres séparément à la majorité des 3/5. Si ces majorités n'étaient pas atteintes le projet de loi constitutionnelle était soumis à l'approbation du Peuple par référendum.

Bien sûr dans les deux cas des majorités renforcées étaient exigées, des stades supplémentaires dans la procédure étaient prévus. Dans l'absolu, la procédure de révision était plus solennelle ou plus difficile à mettre en œuvre que la procédure législative, mais on remarquera que dans les deux cas, la Troisième et la Quatrième, c'étaient le Parlement qui seul disposait du pouvoir de réviser la Constitution : le pouvoir constituant dérivé.

Ce monopole du Parlement dans la procédure de révision est dangereux car il fait de cet organe le seul titulaire du pouvoir constituant et donc, ce faisant il devient le véritable titulaire de la souveraineté, la fameuse souveraineté parlementaire qui caractérise ces deux Républiques. C'est pour éviter cette prépondérance parlementaire que l'exigence d'une Constitution rigide s'est finalement imposée aux constituants de la Cinquième République.

Mais, c'est sur le plan de la hiérarchie des normes que les conséquences sont les plus graves et c'est pour cette raison notamment que la rigidité de la Constitution est recherchée.

1.1.2. Dans quel but ?

Historiquement, on vient de le voir, c'est la méfiance par rapport au législateur qui justifie la mise en place d'une Constitution rigide.

En effet, l'exemple des Troisième et Quatrième Républiques montre que la Constitution souple, non seulement fait du Parlement l'organe central du régime, mais aussi que le sommet de la hiérarchie des normes est écrasé. La Constitution est de fait rabaissée au niveau de la Loi puisque les deux types de normes sont édictés par le même organe, selon des procédures sinon semblables, du moins très proches.

Choisir la Constitution rigide, c'est donc reconstruire la hiérarchie des normes, en reconnaissant la supériorité de la Constitution sur la Loi. Cette primauté de la Constitution est le moyen de garantir le respect des libertés et des droits fondamentaux, c'est donc un des éléments de l'Etat de droit.

Imposer la suprématie de la Constitution cela signifie aussi qu'il n'y a pas de supra constitutionnalité. En d'autres termes si la révision de la Constitution n'est possible qu'à travers des procédures qui ne sont pas monopolisées par un seul et même organe : le Parlement et qui sont plus difficiles à mettre en œuvre que la procédure législative, ces procédures peuvent permettre de modifier n'importe quelle disposition constitutionnelle. Si aucune disposition de la Constitution ne peut échapper à une révision alors aucune disposition de la Constitution n'est au dessus de la Constitution. C'est ce que le Conseil constitutionnel a reconnu en ces termes :

« 19. Considérant que sous réserve, d'une part, des limitations touchant aux périodes au cours desquelles une révision de la Constitution ne peut pas être engagée ou poursuivie, qui résultent des articles 7, 16 et 89, alinéa 4, du texte constitutionnel et, d'autre part, du respect des prescriptions du cinquième alinéa de l'article 89 en vertu desquelles « la forme républicaine du gouvernement ne peut faire l'objet d'une révision », le pouvoir constituant [dérivé] est souverain ; qu'il lui est loisible d'abroger, de modifier ou de compléter des dispositions de valeur constitutionnelle dans la forme qu'il estime appropriée ; qu'ainsi rien ne s'oppose à ce qu'il introduise dans le texte de la Constitution des dispositions nouvelles qui, dans le cas qu'elles visent, dérogent à une règle ou à un principe de valeur constitutionnelle ; que cette dérogation peut être aussi bien expresse qu'implicite » (CC 92-312, 2 sept 1992).

En d'autres termes, si la procédure de révision est respectée, toute disposition constitutionnelle de fond peut être modifiée à l'exception de « la forme républicaine du Gouvernement ».

On comprendrait mal en effet comment certaines règles ou principes auraient une valeur supérieure à la Constitution puisque celle-ci est l'œuvre du Souverain c'est-à-dire le Peuple. Quel pouvoir est supérieur à celui du Souverain ? Comme l'a rappelé le Doyen Vedel, le concept de normes supra constitutionnelles est « logiquement inconstructible ».

1.2. Une procédure adaptée

La Constitution du 4 octobre 1958 précise la procédure de révision dans son article 89, mais jusqu'en 1995 il existait une procédure exceptionnelle qui ne pouvait s'appliquer qu'à l'ancien Titre XII relatif à la Communauté française et qui a été supprimée lors de la révision constitutionnelle du 5 août 1995. Une autre procédure exceptionnelle a également été utilisée : le référendum de l'article 11.

Toutes ces procédures soulignent le caractère rigide de la Constitution de la Cinquième République.

1.2.1. La procédure normale

Article 89

L'initiative de la révision de la Constitution appartient concurremment au Président de la République sur proposition du Premier Ministre et aux membres du Parlement.

Le projet ou la proposition de révision doit être examiné dans les conditions de délai fixées au troisième alinéa de l'article 42 et voté par les deux assemblées en termes identiques. La révision est définitive après avoir été approuvée par référendum.

Toutefois, le projet de révision n'est pas présenté au référendum lorsque le Président de la République décide de le soumettre au Parlement convoqué en Congrès ; dans ce cas, le projet de révision n'est approuvé que s'il réunit la majorité des trois cinquièmes des suffrages exprimés. Le bureau du Congrès est celui de l'Assemblée Nationale.

Aucune procédure de révision ne peut être engagée ou poursuivie lorsqu'il est porté atteinte à l'intégrité du territoire.

La forme républicaine du Gouvernement ne peut faire l'objet d'une révision.

L'article 89 de la Constitution met en place une procédure de révision qui est plus difficile à mettre en œuvre que la procédure législative ordinaire et ce à plus d'un titre.

En premier lieu, cette procédure se décompose en trois étapes : l'initiative, l'adoption et l'adoption définitive alors que la procédure législative ordinaire ne comprend que les deux premières.

De plus, ces deux premières étapes ne se déroulent pas tout à fait de la même manière dans les deux cas.

Ainsi, l'initiative dans les deux cas appartient concurremment à l'exécutif et au Parlement, mais s'agissant des lois constitutionnelles du côté de l'exécutif, c'est le Premier ministre qui propose au Président de la République un projet de loi alors qu'en ce qui concerne les lois ordinaires, c'est le Premier ministre seul qui a l'initiative.

D'autre part, l'adoption ne se présente pas de la même manière dans les deux cas. En matière constitutionnelle les deux assemblées du Parlement doivent être d'accord, c'est à dire qu'elles doivent adopter un texte identique, alors qu'en matière législative ordinaire, en cas de désaccord entre les deux assemblées, le Sénat peut être écarté, le Gouvernement peut en effet dans le cadre de l'article 45 de la Constitution donner le dernier mot à l'Assemblée nationale.

Enfin l'existence d'une troisième étape pour l'adoption définitive des lois constitutionnelles vient rendre encore plus difficile et solennelle la procédure de révision de la Constitution, et ce d'autant plus que c'est le Peuple par référendum qui intervient à ce stade, sauf si le Président de la République convoque le Congrès, mais il ne peut le faire que dans la mesure où il est lui-même à l'origine de la révision, c'est à dire s'il s'agit d'un projet de loi constitutionnelle et non d'une proposition de loi constitutionnelle.

Le Congrès réunit l'ensemble des députés et des sénateurs, il adopte définitivement le texte si la majorité des trois cinquièmes des suffrages exprimés est réunie. Non seulement, le Congrès est une forme particulière et solennelle du Parlement, mais il se prononce à une majorité renforcée : les trois cinquièmes.

Si le caractère solennel et plus difficile à mettre en œuvre de la procédure de révision résulte bien de ses différentes phases et de leur organisation comme on vient de le voir, il résulte aussi et surtout du fait que les étapes de la procédure de révision font intervenir les différents pouvoirs (l'exécutif, le parlement et le Peuple) et qu'ainsi, aucun de ceux-ci ne peut monopoliser le pouvoir constituant dérivé. Un relatif accord est nécessaire. En tous les cas, le Parlement ne peut pas à lui tout seul réviser la Constitution, le pouvoir législatif et le pouvoir constituant ne sont donc pas confondus comme c'était le cas sous les régimes précédents.

Ainsi, lorsque l'initiative émane de l'exécutif, c'est le Parlement qui adopte et c'est le Peuple ou le Congrès qui adopte définitivement. Lorsqu'au contraire l'initiative vient des parlementaires, c'est certes le Parlement qui adopte, mais l'adoption définitive est nécessairement le fait du Peuple par le biais du référendum.

Plus précisément encore, comme l'écrit Guy Carcassonne :

« Pour qu'une révision soit opérée, il faut l'accord d'au moins trois d'entre eux [le Président de la République, l'Assemblée nationale, le Sénat et le Peuple] dont toujours celui de chacune des deux assemblées ...

L'accord sur une même révision entre le Président de la République et le Peuple ne suffit pas à modifier la Constitution dans le cadre de l'article 89, ce qui ne laisse éventuellement subsister que la voie contestée, du référendum direct de l'article 11 »ⁱⁱⁱ

1.2.2. Les procédures exceptionnelles

Il s'agit d'abord d'une procédure explicitement exceptionnelle et ensuite d'une procédure implicitement exceptionnelle.

1.2.2.1. L'ancien article 85 de la Constitution

Article 85

Par dérogation à la procédure prévue à l'article 89, les dispositions du présent titre qui concernent le fonctionnement des institutions communes sont révisées par des lois votées dans les mêmes termes par le Parlement de la République et par le Sénat de la Communauté

Cet article de la Constitution introduisait une procédure spéciale de révision que sa rédaction même soulignait (Par dérogation...) Cette procédure ne pouvait s'appliquer qu'à la révision du Titre XII de la Constitution relatif à la Communauté française. Bien qu'ayant été supprimé lors de la révision constitutionnelle du 5 août 1995, cette procédure confirmait à son tour la rigidité constitutionnelle.

Là encore, la révision ne pouvait intervenir qu'avec l'accord du Parlement de la République et du Sénat de la Communauté. La procédure était donc solennelle, plus difficile à mettre en œuvre que la procédure législative et non monopolisée par le Parlement.

1.2.2.2. L'article 11 de la Constitution

Article 11

Le Président de la République, sur proposition du Gouvernement pendant la durée des sessions ou sur proposition conjointe des deux assemblées, publiées au Journal officiel, peut soumettre au référendum tout projet de loi portant sur l'organisation des pouvoirs publics, sur des réformes relatives à la politique économique, sociale ou environnementale de la nation et aux services publics qui y concourent, ou tendant à autoriser la ratification d'un traité qui, sans être contraire à la Constitution, aurait des incidences sur le fonctionnement des institutions.

Lorsque le référendum est organisé sur proposition du Gouvernement, celui-ci fait, devant chaque assemblée, une déclaration qui est suivie d'un débat.

Un référendum portant sur un objet mentionné au premier alinéa peut être organisé à l'initiative d'un cinquième des membres du Parlement, soutenue par un dixième des électeurs inscrits sur les listes électorales. Cette initiative prend la forme d'une proposition de loi et ne peut avoir pour objet l'abrogation d'une disposition législative promulguée depuis moins d'un an.

Les conditions de sa présentation et celles dans lesquelles le Conseil constitutionnel contrôle le respect des dispositions de l'alinéa précédent sont déterminées par une loi organique.

Si la proposition de loi n'a pas été examinée par les deux assemblées dans un délai fixé par la loi organique, le Président de la République la soumet au référendum.

Lorsque la proposition de loi n'est pas adoptée par le peuple français, aucune nouvelle proposition de référendum portant sur le même sujet ne peut être présentée avant l'expiration d'un délai de deux ans suivant la date du scrutin.

Lorsque le référendum a conclu à l'adoption du projet ou de la proposition de loi, le Président de la République promulgue la loi dans les quinze jours qui suivent la proclamation des résultats de la consultation.

Le recours à l'article 11 pour réviser la Constitution a soulevé en son temps une polémique importante. Malgré tout, c'est par cette procédure qu'une des révisions les plus importantes pour nos institutions a été adoptée, puisqu'il s'agissait de l'élection du Président de la République au suffrage universel direct.

Sans entrer dans cette polémique qui semble aujourd'hui dépassée, on remarquera là encore que cette procédure est bien sûr plus solennelle et plus difficile à mettre en œuvre que la procédure législative ordinaire. En outre, la révision n'est possible qu'avec l'accord du Président de la République et du Peuple. C'est cet accord qui permet au Président de court-circuiter le Parlement. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle le Général De Gaulle y a recouru.

Toutes les procédures de révision de la Constitution, qu'elles soient normales ou exceptionnelles garantissent la rigidité de celle-ci. On pourrait penser dans ces conditions que la Constitution est préservée de modifications trop fréquentes. Or il n'en est rien.

2. MAIS UNE PROCEDURE QUI A PERMIS DE RÉVISER LA CONSTITUTION À DE NOMBREUSES REPRISES

A ce jour, vingt quatre révisions ont été réalisées, les deux premières l'ont été par les deux procédures exceptionnelles que l'on vient de décrire, les vingt deux autres, dans le cadre de l'article 89. Toutes ces dernières sont issues d'une initiative présidentielle qui n'a abouti qu'une seule fois à un référendum. Dans les vingt et un autres cas, c'est le Congrès qui a eu le dernier mot.

Toutes ces révisions n'ont pas le même degré d'importance, mais aucune ou presque n'est négligeable. Parmi les plus importantes il faut citer celle de 1962 qui introduit l'élection du Président de la République au suffrage universel direct, celle de 2000 qui instaure le quinquennat et celle de 2008 relative à la modernisation des institutions qui a modifié trente neuf articles et en a ajoutés huit pour tenter de mieux contrôler le Président de la République, de renforcer le Parlement et de rendre plus actif les citoyens.

Les différentes révisions sont pour certaines, relatives aux pouvoirs publics, mais d'autres concernent plus spécifiquement l'Etat et les citoyens.

2.1. Les révisions relatives aux pouvoirs publics

Parmi celles-ci, il faut distinguer celles qui ont renforcé l'exécutif et celles qui ont renforcé le Parlement.

2.1.1. Les révisions qui ont renforcé l'exécutif

2.1.1.1. Loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962- [Élection du Président de la République au suffrage universel]

L'élection du Président au suffrage universel direct sera présentée comme le « *deuxième Constitution* » de la V^{ème} par le Doyen Vedel, c'est dire l'importance de ses conséquences.

D'abord, en étant investi par le Peuple, le chef de l'Etat, va bénéficier de l'onction du suffrage universel, sa légitimité en est bien sûr grandie et renforcée. Ce faisant, le Président de la République devient un représentant du Peuple. Il met fin ainsi au monopole dont disposaient jusqu'alors les députés en ce domaine. Mais, si le Président est désormais élu par le Peuple comme les députés, sa légitimité est plus grande encore car, ainsi que le faisait remarquer Valéry Giscard d'Estaing, sa circonscription c'est la France. Cette légitimité accrue va permettre selon l'expression consacrée une nouvelle lecture de la Constitution. Désormais, la place du Président n'est plus tout à fait la même.

L'onction populaire ne peut que conduire au développement des prérogatives présidentielles. C'est là un phénomène quasiment mécanique que l'on a pu vérifier au lendemain de toutes les élections présidentielles. Ses pouvoirs ne sont plus des pouvoirs nominaux, mais bien des pouvoirs réels. Il les exerce pleinement. Si les Français élisent un Président c'est évidemment pour qu'il applique le programme politique qu'il a défendu pendant la campagne électorale. C'est ce que reconnaissait Georges Pompidou : « *Le référendum d'octobre 1962 a consacré non seulement l'élection du Président de la République par la nation tout entière, mais du même coup, la confirmation des pouvoirs dont dispose le Président pour orienter la politique de la France* »

2.1.1.2. Loi constitutionnelle n° 76-527 du 18 juin 1976 - [Intérim de la Présidence de la République]

Cette loi prévoit différentes hypothèses de décès ou d'empêchement de candidats à l'élection présidentielle.

2.1.1.3. Loi constitutionnelle n° 99-568 du 8 juillet 1999 - [Cour Pénale Internationale]

La France a ratifié la Convention de Rome, par laquelle est créé la Cour pénale internationale chargée de juger les auteurs d'infractions comme les crimes contre l'humanité, les crimes de guerre ou les crimes de génocide. Cette convention prévoit que pourront être jugés tous les auteurs de ces crimes quelque soit leur statut, qu'ils soient chefs militaires ou même chef d'Etat.

2.1.1.4. Loi constitutionnelle n° 2000-964 du 2 octobre 2000 - [Durée du mandat du Président de la République]

Cette loi a instauré le quinquennat présidentiel en modifiant l'article 6 de la Constitution. Mais cette réforme a été complétée par ce que l'on appelle l'inversion du calendrier électoral qui est tout aussi importante, mais qui n'a pas, elle, de caractère constitutionnel.

Le mandat présidentiel s'achève désormais cinq ans après la prise de fonction du Président. Depuis le décès de Georges Pompidou, le 2 avril 1974, l'élection présidentielle se déroule en mai. Quant au mandat des députés, il se terminait en mars tous les cinq ans. Or, en 2002, par le plus grand des hasards, les deux élections, présidentielles et législatives, devaient avoir lieu à quelques semaines d'intervalle. Ainsi, les deux mandats étaient-ils couplés. Mais, les élections législatives devaient être organisées en mars et les présidentielles en mai. La logique de la V^e privilégiant le Président, l'ordre des élections devait être inversé. Le mandat des députés a été rallongé de quelques mois, faisant passer le renouvellement de l'Assemblée nationale après l'élection présidentielle.

Tout cela a conduit à ce que le Président de la République et les députés soient désormais élus pour cinq ans à quelques semaines de distance et dans un ordre bien précis : d'abord le Président, puis les députés. Ces deux réformes ont produit les conséquences que l'on attendait à savoir le renforcement de la position présidentielle qui avait été sérieusement affaiblie par les trois cohabitations.

Désormais, l'élection présidentielle devient celle qui incontestablement attribue le pouvoir et qui l'attribue évidemment au Président, ce qui a pour effet de diminuer l'importance des élections législatives puisque celles-ci ne servent qu'à donner au Président les moyens parlementaires de son action. La prééminence présidentielle est ainsi sinon consacrée, du moins renforcée.

2.1.1.5. Loi constitutionnelle n° 2007-238 du 23 février 2007 - [Responsabilité du Président de la République]

Selon ce texte le principe de l'irresponsabilité du Président de la République pour les actes commis dans l'exercice de ses fonctions est réaffirmé. Le nouvel article 68 de la Constitution précise que le président « *ne peut, durant son mandat et devant aucune juridiction ou autorité administrative française, être requis de témoigner non plus que faire l'objet d'une action, d'un acte d'information, d'instruction ou de poursuite* ». Mais la prescription est suspendue et « *Les procédures auxquelles il est ainsi fait obstacle peuvent être reprises ou engagées contre lui à l'expiration d'un délai d'un mois suivant la cessation des fonctions* ». C'est ainsi que Jacques Chirac a dû répondre devant ses juges, d'actes accomplis durant son premier septennat. Le 15 décembre 2011, le tribunal correctionnel de Paris l'a condamné à deux ans de prison avec sursis.

Mais, la responsabilité du Président peut éventuellement être engagée durant son mandat dans deux cas précis. D'une part, dans l'hypothèse, prévue par l'article 53-2 de la Constitution, dans laquelle serait compétente la Cour pénale internationale. D'autre part, en cas de manquement à ses devoirs manifestement incompatible avec l'exercice du mandat de chef de l'Etat, sa destitution pourrait être prononcée par le Parlement réuni en Haute Cour.

Largement inspirée par les conclusions du rapport sur le statut pénal du Président de la République, établi en 2002 par la commission présidée par Pierre Avril, la loi constitutionnelle du 23 février 2007 institue, une

procédure de destitution. Désormais, la responsabilité du Chef de l'Etat peut être mise en cause en cas de « *manquement à ses devoirs manifestement incompatible avec l'exercice de son mandat* ».

Ne pourront donc être reprochés au chef de l'État que des actes ou comportements accomplis ou révélés pendant son mandat, qui apparaissent à la représentation nationale comme manifestement incompatibles avec la dignité de sa fonction au point de rendre impossible la poursuite de son exercice.

Il s'agit en quelque sorte de savoir si celui qui incarne un pouvoir politique en est arrivé à rompre le lien qui l'identifiait à ce pouvoir. C'est le Parlement constitué en Haute Cour qui se prononce. Elle est présidée par le Président de l'Assemblée nationale. La proposition de réunion de la Haute Cour est adoptée par une des assemblées du Parlement qui la transmet aussitôt à l'autre qui se prononce dans les quinze jours.

La décision de déférer le Président devant la Haute Cour est prise à la majorité des deux tiers des membres composant l'assemblée concernée. Toute délégation de vote est interdite. Seuls sont recensés les votes favorables à la proposition de réunion de la Haute Cour ou à la destitution. Elle statue dans un délai d'un mois, à bulletins secrets, sur la destitution. Sa décision est d'effet immédiat.

2.1.1.6. Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008 de modernisation des institutions de la Ve République

Les dispositions de cette loi qui concerne directement le Président de la République sont peu nombreuses. Elles sont au nombre de deux.

- Le droit de message (art 18)

Le Président de la République ne pouvait traditionnellement s'adresser aux assemblées parlementaires qu'à travers des messages écrits. L'interdiction faite au Président de s'adresser directement aux parlementaires ne s'expliquait que par des circonstances historiques particulières, puisque c'est la loi du 13 mars 1873, dite « *de Broglie* » qui a imposé au Président de la République une procédure que l'on qualifia alors de « *cérémonial chinois* ». C'est ce qui explique sans doute qu'une telle interdiction n'existe qu'en France ou presque et qu'au contraire, le Président américain, comme la reine d'Angleterre prononcent régulièrement le discours sur l'état de l'Union ou le discours du Trône.

C'est pourquoi la loi constitutionnelle du 23 juillet 2008 a prévu que le Président « *peut prendre la parole devant le Parlement réuni à cet effet en Congrès. Sa déclaration peut donner lieu, hors sa présence, à un débat qui ne fait l'objet d'aucun vote* ».

Une première application de cette disposition a eu lieu le 22 juin 2009. Ajoutons que cette nouvelle version du droit de message ne supprime pas pour autant la version classique préexistante.

- La limitation du nombre de mandats à deux

L'intérêt d'une telle mesure réside essentiellement dans ses conséquences attendues à savoir le renouvellement du personnel politique et des idées politiques. Elle s'explique aussi par le souci de ne pas favoriser les dérives monarchiques. Toutefois, elle peut présenter plusieurs inconvénients comme le soulignait le Comité Balladur : la possibilité que la limitation du nombre de mandats prive la nation de la personnalité la mieux à même de présider à ses destinées ainsi que le risque d'un affaiblissement de l'autorité du Président de la République à la fin du second mandat comme c'est le cas aux Etats-Unis où une mesure semblable existe.

2.1.2. Les révisions qui ont renforcé le Parlement

2.1.2.1. Loi constitutionnelle n° 63-1327 du 30 décembre 1963 - [Date des sessions parlementaires]

Il s'agit de la première révision opérée dans le cadre normal de l'article 89. Son contenu est relativement technique et sans grand portée puisqu'elle est relative aux dates d'ouverture des sessions parlementaires.

Initialement la Constitution prévoyait l'existence de deux sessions ordinaires. La première, dite session d'automne commençait le premier mardi d'octobre et prenait fin le troisième vendredi de décembre. La seconde session s'ouvrait le premier mardi d'avril ; sa durée ne pouvait excéder trois mois. La révision modifie les dates d'ouvertures des deux sessions, la première s'ouvre le 2 octobre, sa durée est de quatre-vingts jours, la seconde s'ouvre le 2 avril, sa durée ne peut excéder quatre-vingt-dix jours. Si le 2 octobre ou le 2 avril est un jour férié, l'ouverture de la session a lieu le premier jour ouvrable qui suit).

2.1.2.2. Loi constitutionnelle n° 95-880 du 4 août 1995 -[Session parlementaire unique (du premier jour ouvrable d'octobre au dernier jour ouvrable de juin), aménagement des « immunités » parlementaires.

Cette loi constitutionnelle a profondément modifié le régime des sessions ainsi que le celui des immunités parlementaires.

• La session unique

A travers la réforme des sessions parlementaires, il s'agissait d'étaler dans le temps, le travail des parlementaires de façon à mieux organiser leur présence à Paris et dans leur circonscription. Il s'agissait aussi d'assurer une plus grande continuité de l'action du Parlement et notamment en termes de contrôle du Gouvernement et des Institutions européennes. Pour autant il ne fallait pas favoriser l'inflation législative.

En conséquence, une session unique de neuf mois a été instituée en remplacement des deux sessions qui duraient un peu moins de six mois. Cette session unique commence le premier jour ouvrable d'octobre et se termine le dernier jour ouvrable de juin. De plus, le nombre de jours de séance est plafonné à 120 jours, ce qui équivaut au nombre de jours dans le système d'avant 1995. Il faut rappeler qu'en 1958 ce nombre était de 170. Mais ce plafond peut facilement être dépassé puisque la décision appartient à chaque assemblée qui se prononce à la majorité ou au Premier ministre après consultation du président de l'assemblée concernée.

• L'inviolabilité parlementaire

L'inviolabilité permet de protéger les parlementaires contre des poursuites pénales abusives pour des actes étrangers à leur fonction. La loi constitutionnelle a quelque peu limité la protection du parlementaire en restreignant son domaine et en réorganisant ses limites.

Pour ce qui est du domaine, il reste identique quant au type d'infraction concerné, puisque l'immunité ne vaut que pour les crimes et les délits à l'exception donc des contraventions. Mais le champ de l'immunité est restreint quant aux phases de l'action pénale, dans la mesure où désormais un parlementaire ne peut être ni arrêté ni faire l'objet de mesures privatives ou restrictives de libertés. Alors qu'auparavant aucun membre du Parlement ne pouvait, pendant la durée des sessions, être poursuivi ou arrêté. Très concrètement cela signifie qu'un député ou un sénateur peut désormais être mis en examen pendant la durée des sessions, ce qui n'était pas le cas auparavant.

Cependant ce système connaît des limites. Il faut citer en premier lieu la levée de l'immunité, décidée par le bureau de l'assemblée dont fait partie le parlementaire et non plus par l'assemblée elle-même. D'autre part l'immunité ne joue pas lorsqu'il y a flagrant délit et bien sûr en cas de condamnation définitive.

2.1.2.3. Loi constitutionnelle n° 96-138 du 22 février 1996 - [Loi de financement de la sécurité sociale]

Jusqu'à cette loi constitutionnelle, le budget de la Sécurité sociale n'était pas arrêté par le Parlement. Pourtant ce dernier adopte le budget de l'Etat à travers des lois de finances. Or le budget de la Sécurité sociale est plus important en volume que celui de l'Etat. Il y avait là une situation quelque peu aberrante. La création de lois de financement de la Sécurité sociale y mettra fin. Ces lois sont construites sur le modèle des lois de finances.

Désormais, le Parlement à travers le vote des lois de financement de la Sécurité sociale et des lois de finances à une vision plus complète des finances publiques.

2.1.2.4. Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008 de modernisation des institutions de la Ve République

Les deux fonctions traditionnelles du Parlement ont été renforcées par cette loi.

• Le renforcement de la fonction législative

- La fixation de l'ordre du jour a été profondément modifiée.

Le Parlement et le Gouvernement disposent chacun de deux semaines de séances. De plus un jour de séance par mois est réservé à un ordre du jour arrêté par chaque assemblée à l'initiative des groupes d'opposition de l'assemblée intéressée ainsi qu'à celle des groupes minoritaires. Enfin, une séance par semaine au moins, y compris pendant les sessions extraordinaires, est réservée par priorité aux questions des membres du Parlement et aux réponses du Gouvernement.

- L'examen des textes par le Parlement est également modifié puisque la discussion des projets et des propositions de loi porte, en séance, sur le texte adopté par la commission saisie. Toutefois, la discussion en séance des projets de révision constitutionnelle, des projets de loi de finances et des projets de loi de financement de la sécurité sociale porte, en première lecture devant la première assemblée saisie, sur le texte présenté par le Gouvernement et, pour les autres lectures, sur le texte transmis par l'autre assemblée.

• Le renforcement de la fonction de contrôle

Il se traduit par la diversification des domaines du contrôle.

Ainsi, l'article 35 dispose que le Gouvernement informe le Parlement de sa décision de faire intervenir les forces armées à l'étranger, au plus tard trois jours après le début de l'intervention. Il précise les objectifs poursuivis. Cette information peut donner lieu à un débat qui n'est suivi d'aucun vote. Lorsque la durée de l'intervention excède 4 mois, le Gouvernement soumet sa prolongation à l'autorisation du Parlement. Il peut demander à l'Assemblée nationale de décider en dernier ressort. Si le Parlement n'est pas en session à l'expiration du délai de quatre mois, il se prononce à l'ouverture de la session suivante.

L'approfondissement des instruments du contrôle participe également de ce renforcement. Ainsi, les débats sont désormais prévus par la Constitution, des résolutions peuvent également être adoptées dans tous les domaines. Enfin et surtout l'opposition bénéficie d'un statut.

2.2. Les révisions relatives à l'Etat et à ses citoyens

2.2.1. L'Etat

2.2.1.1. L'Etat et l'Europe

L'article 54 de la Constitution précise: « *Si le Conseil Constitutionnel, ... a déclaré qu'un engagement international comporte une clause contraire à la Constitution, l'autorisation de ratifier ou d'approuver l'engagement international en cause ne peut intervenir qu'après révision de la Constitution* ».

Dans ce cadre, le Conseil a eu à se prononcer sur les grands traités européens et bien sûr à chaque fois il a constaté qu'ils étaient contraires à la Constitution. Dans ces conditions, pour les ratifier il a fallu réviser la Constitution. Il s'agissait des traités de Maastricht, d'Amsterdam, de la convention instituant une Cour pénale

internationale (Voir plus haut), du traité constitutionnel plus connu sous le nom de Constitution européenne et plus récemment du traité de Lisbonne

2.2.1.1.1. [Loi constitutionnelle n° 92-554 du 25 juin 1992](#) - [Traité de Maastricht]

2.2.1.1.2. [Loi constitutionnelle n° 99-49 du 25 janvier 1999](#) -[Traité d'Amsterdam]

2.2.1.1.3. [Loi constitutionnelle n° 2005-204 du 1^{er} mars 2005](#) - [Traité établissant une Constitution pour l'Europe]

2.2.1.1.4. [Loi constitutionnelle n° 2008-103 du 4 février 2008 modifiant le titre XV de la Constitution](#) - [Traité de Lisbonne]

2.2.1.2. L'Etat et ses territoires

2.2.1.2.1. [Loi constitutionnelle n° 98-610 du 20 juillet 1998](#) - [Avenir de la Nouvelle-Calédonie]

La signature, le 5 mai 1998, de l'accord du Nouméa a entraîné cette révision constitutionnelle et l'adoption d'un nouveau statut par la loi organique du 19 mars 1999 marquant ainsi l'évolution de l'archipel vers un statut de territoire d'outre-mer à un statut sui generis, garanti par le titre XIII de la Constitution consacré aux « *Dispositions transitoires relatives à la Nouvelle-Calédonie* ».

Cet accord donne une définition dérogatoire au droit commun du corps électoral susceptible de décider de l'avenir de la collectivité. L'accord de Nouméa, a prévu que seules deux catégories de citoyens, outre leurs enfants devenus majeurs, peuvent participer aux élections territoriales : ceux qui justifiaient, au moment de la signature de l'accord, d'au moins dix ans de résidence et ceux qui peuvent justifier de dix ans de résidence au moment des élections.

2.2.1.2.2. [Loi constitutionnelle n° 2003-276 du 28 mars 2003](#) - [Organisation décentralisée de la République]

Pendant tout l'été 2002 se tiendront des séminaires de réflexion intitulés « *Assises des libertés locales* » dans toutes les régions. Ces consultations déboucheront sur un projet de loi constitutionnelle relatif à l'organisation décentralisée de la République que le Conseil des ministres adoptera le 16 octobre 2002. La loi constitutionnelle sera adoptée par le Congrès le 17 mars 2003. Elle sera publiée le 28 mars 2003. Ses principales dispositions peuvent ainsi être résumées.

- Le principe d'une organisation décentralisée de la République est désormais inscrit dans la Constitution

- Le droit à l'expérimentation est reconnu aux collectivités territoriales Cette prérogative demeure sous le contrôle du Parlement qui « *l'autorisera en amont (...) et l'évaluera en aval* ».

- La participation populaire est renforcée à travers de véritables référendums locaux ainsi que des consultations et par le droit de pétition. La région est reconnue par la Constitution.

- Enfin, le statut de l'outre mer est modifié. Les départements d'outre-mer sont régis par le principe d'assimilation législative alors que les collectivités d'outre-mer sont régies par le principe de spécialité législative.

2.2.1.2.3. [Loi constitutionnelle n° 2007-237 du 23 février 2007](#) - [Corps électoral de la Nouvelle-Calédonie]

Cette loi prolonge les dispositions dérogatoires relatives à la définition du corps électoral en Nouvelle Calédonie.

2.2.1. Les citoyens

2.2.1.1. Loi constitutionnelle n° 74-904 du 29 octobre 1974 - [Possibilité pour 60 députés ou 60 sénateurs de déférer une loi au Conseil constitutionnel]

C'est d'abord la position du Conseil constitutionnel en tant que garant de la suprématie constitutionnelle qui a été renforcée. Cette révision élargissait la saisine du Conseil constitutionnel à soixante députés ou sénateurs. Apparemment il s'agissait simplement d'une petite modification d'ordre procédural. De fait, elle rendait la saisine du Conseil en vue de contrôler la constitutionnalité d'une loi beaucoup plus facile et donc beaucoup plus fréquente. Ainsi, la décision « *Liberté d'association* » peut être considérée comme fondatrice du contrôle de constitutionnalité puisqu'elle en a élargi la portée en le faisant passer de virtuel en réel. Les droits et libertés des citoyens sont ainsi mieux garantis.

2.2.1.2. Loi constitutionnelle n° 93-1256 du 25 nov. 1993 - [Droit d'asile]

L'adoption de mesures relatives à l'immigration a nécessité la révision de la Constitution car elles remettaient en cause le droit d'asile.

2.2.1.3. Loi constitutionnelle n° 95-880 du 4 août 1995 [Elargissement des possibilités de recours au référendum]

Cette loi constitutionnelle élargit le domaine du référendum dans la mesure où il peut être organisé non plus seulement sur un « *projet de loi portant sur l'organisation des pouvoirs publics, ...ou tendant à autoriser la ratification d'un traité qui, sans être contraire à la Constitution, aurait des incidences sur le fonctionnement des institutions* », mais aussi « *sur des réformes relatives à la politique économique, sociale ou environnementale de la nation et aux services publics qui y concourent* ».

2.2.1.4. Loi constitutionnelle n° 99-569 du 8 juillet 1999 - [Egalité entre les femmes et les hommes]

L'article 1^{er} de la Constitution précise désormais : « *La loi favorise l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives, ainsi qu'aux responsabilités professionnelles et sociales* ».

2.2.1.5. Loi constitutionnelle n° 2003-267 du 25 mars 2003- [Mandat d'arrêt européen]

Le mandat renforce la coopération judiciaire dans le cadre de l'Union européenne, dans la mesure où il substitue aux procédures politiques d'extradition une procédure judiciaire. Ainsi, chaque autorité judiciaire nationale doit reconnaître, la demande de remise d'une personne formulée par l'autorité judiciaire d'un autre État membre.

2.2.1.6. Loi constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005- [Charte de l'environnement]

Cette révision a eu pour effet d'introduire dans le préambule de la Constitution une Charte reconnaissant un certain nombre de droits et d'obligations en matière d'environnement.

2.2.1.7. Loi constitutionnelle n° 2007-239 du 23 février 2007 - [Interdiction de la peine de mort]

La ratification du deuxième protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir définitivement la peine de mort, adopté à New-York le 15 décembre 1989 nécessitait selon le Conseil constitutionnel la révision de la Constitution.

LA REVISION DE LA CONSTITUTION, MODE D'EMPLOI ET BILAN

2.2.1.8. Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008 de modernisation des institutions de la Ve République -

Les droits des citoyens sont mieux garantis par la Question prioritaire de constitutionnalité (QPC) qui permet à tout justiciable de soulever la question de l'inconstitutionnalité d'une loi. Par ce biais, les justiciables peuvent indirectement saisir le Conseil constitutionnel. Leurs droits sont également mieux garantis par la création du défenseur des droits.

De plus, ils peuvent mieux participer au fonctionnement de l'Etat à travers le référendum d'initiative minoritaire et la possibilité de saisir plusieurs institutions : défenseur des droits le Conseil économique, social et environnemental ainsi que le Conseil supérieur de la magistrature.

*

* *

Les nombreuses révisions n'ont finalement pas eu de conséquences négatives. Au contraire serait-on tenté de dire. Ainsi, ont-elles globalement renforcé les institutions et singulièrement l'Etat de droit. Dans ces conditions, comme l'annonçait le Comité Vedel la révision procède : « d'un système de valeurs reconnaissant l'autorité de la règle de droit non comme le but ultime valable en soi, mais comme le moyen irremplaçable de promouvoir les droits de l'homme et de faire vivre la République et ses idéaux »^{iv}

ANNEXES

Les révisions des différents Présidents de la République					
De Gaulle	Pompidou	Giscard	Mitterrand	Chirac	Sarkozy
3	0	2	3	14	2
- 2 par des procédures exceptionnelles (85 11) - 1 par la procédure normale (89)		Les deux sur initiative présidentielle et par Congrès	- Aucune pendant son premier septennat - Les 3 sur initiative présidentielle et par Congrès	- 6 pendant son septennat - 8 pendant son quinquennat - toutes d'initiative présidentielle - une seule se termine par un référendum	- Les deux sur initiative présidentielle et par Congrès - La dernière revient sur près de la moitié des articles de la constitution

Différents types de révisions
22 révisions réalisées dans le cadre de l'article 89
1 révision réalisée dans le cadre de l'article 11
1 révision réalisée dans le cadre de l'article 85

LA REVISION DE LA CONSTITUTION, MODE D'EMPLOI ET BILAN

	INITIATIVE	ADOPTION	ADOPTION DEFINITIVE
LOI CONSTITUTIONNELLE	Le Président sur proposition du Premier Ministre OU les parlementaires	L'Assemblée Nationale ET le Sénat	Le Peuple par référendum SAUF si le Congrès est convoqué (uniquement s'il s'agit d'un projet de loi constitutionnelle)
LOI ORDINAIRE	Le Premier ministre OU les parlementaires (art. 39)	L'Assemblée Nationale et le Sénat SAUF si le Gouvernement décide d'écarter le Sénat (art 45)	

Les 75 articles de la Constitution ayant fait l'objet d'une révision depuis 1958

(articles 1^{er}, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 11, 12, 13, 16, 17, 18, 24, 25, 26, 28, 34, 35, 37-1, 38, 39, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47-1, 47-2, 48, 49, 50-1, 51, 51-1, 51-2, 53-1, 53-2, 54, 56, 60, 61, 62, 65, 66-1, 67, 68, 68-1, 68-2, 68-3, 69, 70, 71, 71-1, 72, 72-1, 72-2, 72-3, 72-4, 73, 74, 74-1, 75-1, 76, 77, 87, 88, 88-1, 88-2, 88-3, 88-4, 88-5, 88-6, 88-7, 89)

Les 16 Congrès depuis 1958 *

- 1 - Congrès du 20 décembre 1963
- 2 - Congrès du 21 octobre 1974
- 3 - Congrès du 14 juin 1976
- 4 - Congrès du 23 juin 1992
- 5 - Congrès du 19 juillet 1993
- 6 - Congrès du 19 novembre 1993
- 7 - Congrès du 31 juillet 1995
- 8 - Congrès du 19 février 1996
- 9 - Congrès du 6 juillet 1998
- 10 - Congrès du 18 janvier 1999
- 11 - Congrès du 28 juin 1999 (2 lois)
- 12 - Congrès du 17 mars 2003 (2 lois)
- 13 - Congrès du 28 février 2005 (2 lois)
- 14 - Congrès du 19 février 2007 (3 lois)
- 15 - Congrès du 4 février 2008
- 16 - Congrès du 21 juillet 2008

* Certains Congrès ont adopté plusieurs lois constitutionnelles

Les révisions constitutionnelles intervenues depuis 1960	
1.	Loi constitutionnelle n° 60-525 du 4 juin 1960 - [États de la communauté]
2.	Loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 - [Élection du Président de la République au suffrage universel]
3.	Loi constitutionnelle n° 63-1327 du 30 décembre 1963 - [Session parlementaire]
4.	Loi constitutionnelle n° 74-904 du 29 octobre 1974 - [Possibilité pour 60 députés ou 60 sénateurs de déférer une loi au Conseil constitutionnel]
5.	Loi constitutionnelle n° 76-527 du 18 juin 1976 - [Intérim de la Présidence de la République]
6.	Loi constitutionnelle n° 92-554 du 25 juin 1992 - [Dispositions permettant de ratifier le traité de Maastricht (Union économique et monétaire, vote des ressortissants européens aux élections municipales, politique commune des visas); langue française, lois organiques relatives aux TOM, résolutions parlementaires sur les actes communautaires]
7.	Loi constitutionnelle n° 93-952 du 27 juillet 1993 - [Cour de justice de la République]
8.	Loi constitutionnelle n° 93-1256 du 25 nov. 1993 - [Droit d'asile]
9.	Loi constitutionnelle n° 95-880 du 4 août 1995 - [Session parlementaire unique (du premier jour ouvrable d'octobre au dernier jour ouvrable de juin), aménagement des "immunités" parlementaires et élargissement des possibilités de recours au référendum]
10.	Loi constitutionnelle n° 96-138 du 22 février 1996 - [Loi de financement de la sécurité sociale]
11.	Loi constitutionnelle n° 98-610 du 20 juillet 1998 - [Avenir de la Nouvelle-Calédonie]
12.	Loi constitutionnelle n° 99-49 du 25 janvier 1999 - [Traité d'Amsterdam]
13.	Loi constitutionnelle n° 99-568 du 8 juillet 1999 - [Cour Pénale Internationale]
14.	Loi constitutionnelle n° 99-569 du 8 juillet 1999 - [Egalité entre les femmes et les hommes]
15.	Loi constitutionnelle n° 2000-964 du 2 octobre 2000 - [Durée du mandat du Président de la République]
16.	Loi constitutionnelle n° 2003-267 du 25 mars 2003 - [Mandat d'arrêt européen]
17.	Loi constitutionnelle n° 2003-276 du 28 mars 2003 - [Organisation décentralisée de la République]
18.	Loi constitutionnelle n° 2005-204 du 1^{er} mars 2005 - [Traité établissant une Constitution pour l'Europe]
19.	Loi constitutionnelle n° 2005-205 du 1^{er} mars 2005 - [Charte de l'environnement]
20.	Loi constitutionnelle n° 2007-237 du 23 février 2007 - [Corps électoral de la Nouvelle-Calédonie]
21.	Loi constitutionnelle n° 2007-238 du 23 février 2007 - [Responsabilité du Président de la République]
22.	Loi constitutionnelle n° 2007-239 du 23 février 2007 - [Interdiction de la peine de mort]
23.	Loi constitutionnelle n° 2008-103 du 4 février 2008 modifiant le titre XV de la Constitution - [Traité de Lisbonne]
24.	Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008 de modernisation des institutions de la Ve République - [Modernisation des institutions de la Vème République, dont QPC]

ⁱ François LUCHAIRE « *Le droit d'asile et la révision de la Constitution* » RDP n°1-1994 pp.5-40 voir p. 26

ⁱⁱ Article 28 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 24 juin 1793. La Constitution de 1791 avait déjà énoncé un principe semblable : « La nation a le droit imprescriptible de changer sa Constitution » (Titre VII, article 1)

ⁱⁱⁱ Guy CARCASSONNE, *La Constitution*, p. 394, Points, Essai, Onzième édition, 2013

^{iv} Rapport remis au Président de la République le 15 février 1993 par le Comité consultatif pour la révision de la Constitution JORF 16 février 1993 p. 2538